CTM du 31 mars 2017 – point 7

bilan de la filière administrative dans le cadre du RIFSEEP

Rappel du contexte : évolution des dépenses catégorielles de 2012 à 2017

En LFI 2016, le ministère a bénéficié d'une enveloppe catégorielle de 3,4 M€. Elle était de 3,6 M€ en LFI 2015 et de 2,2 M€ en LFI 2014.

Au total, sur la période 2012-2017, ce sont **18,4 M€** qui auront été mobilisés au bénéfice du pouvoir d'achat des agents du ministère de la culture et de la communication, dont **10,3 M€** pour rattraper le retard du ministère en matière indemnitaire par rapport aux autres départements ministériels et 8,1 M€ pour financer les effets indiciaires liés à l'amélioration de la structuration des corps et de la carrière des personnels.

Mesures catégorielles sur la période 2010 - 2017

*2010 : dont 1 091 349 € au bénéfice des agents non titulaires dans le cadre de la mise en place du cadre de gestion.

**2013 : 1 200 058 € prévus au PAP 2013 mais 3 100 000 € versés en exécution du fait de la mise en œuvre d'une prime exceptionnelle de 500 € au bénéfice des agents de catégorie C

Les principales mesures catégorielles 2016 :

- 1) **Un bonus de fin d'année** de 285€ bruts pour tous les agents de catégorie B ou C en décembre 2016 (contre 165€ pour la catégorie C et 220€ pour la catégorie B en 2015).
- 2) **Une prime exceptionnelle** pour les **agents des DRAC et SDAP** affectés par la réforme territoriale, d'un montant compris entre 100€ et 400€.
- 3) L'extension en année pleine de la **prime d'équité sociale créée en 2015**, pour tous les agents de catégorie B ou C éligibles (775 agents bénéficiaires).
- 4) **La revalorisation indemnitaire des corps A+ ministériels** : architectes urbanistes de l'Etat (+210K€), conservateurs du patrimoine (+333K€), ICCEAAC (+270K€).
- 5) **La mise en œuvre du protocole PPCR, notamment le transfert primes/points d'indice, pour tous les agents de catégorie B** soit environ 2400 bénéficiaires.
- 6) **L'accompagnement du passage au RIFSEEP des agents de la filière administrative.**

L'impact du RIFSEEP pour la filière administrative

7 corps de la filière administrative ont basculé entre le 1^{er} juillet 2015 (administrateurs civils) et le 1^{er} janvier 2016 (ICCEAAC, attachés d'administration, inspecteurs généraux de l'administration, secrétaires administratifs, assistants de service social et adjoints administratifs).

- ✓ Une **simplification** du paysage indemnitaire : 8 primes ont été fusionnées en une seule commune à tous les corps ministériels, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE).
- ✓ Une **lisibilité et une transparence nouvelle** des mécanismes indemnitaires par la publication de la note de gestion du 14 avril 2016.
- ✓ Une **politique indemnitaire plus dynamique** permettant de disposer de leviers de la politique des ressources humaines en termes :
 - d'attractivité (par la progressivité des montants des socles de fonctions suivant les exigences en termes de responsabilités et sujétions des postes) ;
 - de mobilité (par l'automatisme des revalorisations en cas de changement de poste) ;
 - d'équité de traitement des agents (par la mise en œuvre de règles communes pour tous les agents quel que soit leur corps d'appartenance).

Prévue pour s'effectuer à coût nul avec pour seule garantie le maintien de la rémunération indemnitaire annuelle des agents, **la bascule dans le nouveau régime indemnitaire a pu s'accompagner au MCC de mesures de revalorisations** grâce à la mobilisation des crédits catégoriels obtenus en LFI.

Ainsi en 2016, les agents de la filière administrative ont bénéficié des dispositifs suivants :

- ✓ **« la remontée au socle IFSE par groupe de fonctions »**. Lorsque le niveau d'attribution indemnitaire de l'agent est inférieur au socle, c'est-à-dire au minimum garanti en gestion, rattaché au groupe fonctionnel dans lequel son poste est classé, celui-ci est automatiquement remonté à ce niveau. Cette mesure a concerné **environ 300 agents rémunérés sur titre 2 pour un coût de 141 K€**. Cette revalorisation s'est opérée sur la paye de juin ou de novembre selon les corps avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2016.
- ✓ **La revalorisation IFSE pour absence de mobilité**. Tous les agents exerçant les mêmes fonctions depuis au moins 2 ans au 1^{er} janvier 2016 ont bénéficié de cette clause (avec un effet rétroactif au 1^{er} juillet 2016) **soit environ 1 800 agents rémunérés sur titre 2 pour un coût de 513 K€** (dont 1 044 adjoints administratifs et 502 secrétaires administratifs).
- ✓ **La revalorisation IFSE en cas de mobilité**. Tous les agents qui ont changé de poste en cours d'année au sein du même groupe de fonctions ou vers un groupe de fonctions supérieur ont bénéficié d'une revalorisation forfaitaire pour **un coût de 80 K€ sur titre 2** .
- ✓ **La revalorisation IFSE pour changement de grade**. Conformément à la note de gestion, tous les agents promus courant 2016 ont bénéficié d'une revalorisation forfaitaire à ce titre.
- ✓ **Le complément indemnitaire annuel (CIA)**, par nature exceptionnel, son versement n'est pas automatique. Ont été concernés en 2016, environ 2 420 agents administratifs titulaires du MCC pour un coût de 905 K€.

Au total, au titre de 2016, ces revalorisations ont représenté un coût global d'environ **1,7 M€**.

Pour 2017, le coût de l'extension en année pleine de ces revalorisations est estimé à environ 0,6 M€.

Le tableau ci-dessous présente par corps, l'évolution 2014/2017 des montants indemnitaires moyens avant/après RIFSEEP.

Corps	2014		2015				2016				2017 - Evolution 2017/2016		Evolution 2016/2014		Evolution 2017/2014
	Hors vers excep	Avec vers excep	Hors vers excep	Avec vers excep	Ecart en %	Ecart en %	IFSE	IFSE + CIA	Ecart en %	Ecart en %	IFSE	Ecart en %	Ecart en %	Ecart en %	Ecart en %
Adjointes administratifs	3 677 €	3 842 €	3 674 €	3 839 €	0%	0%	3 777 €	4 149 €	3%	8%	4 022 €	6%	3%	8%	9%
Dont agents affectés en SD/SCN/EP	3 433 €	3 598 €	3 435 €	3 600 €	0%	0%	3 559 €	3 929 €	4%	9%	3 796 €	7%	4%	9%	11%
Dont agents affectés en AC	4 558 €	4 723 €	4 533 €	4 698 €	-1%	-1%	4 582 €	4 961 €	1%	6%	4 933 €	8%	1%	5%	8%
Secrétaires administratifs	4 649 €	4 814 €	4 549 €	4 769 €	-2%	-1%	4 786 €	5 175 €	5%	9%	5 143 €	7%	3%	8%	11%
Dont agents affectés en SD/SCN/EP	4 344 €	4 509 €	4 270 €	4 490 €	-2%	0%	4 546 €	4 934 €	6%	10%	4 958 €	9%	5%	9%	14%
Dont agents affectés en AC	5 559 €	5 724 €	5 466 €	5 686 €	-2%	-1%	5 587 €	5 976 €	2%	5%	5 796 €	4%	0%	4%	4%
Attachés	11 399 €	11 562 €	12 014 €	12 218 €	5%	6%	12 025 €	12 705 €	0%	4%	12 716 €	6%	5%	10%	12%
Dont agents affectés en SD/SCN/EP	10 110 €	10 226 €	10 631 €	10 839 €	5%	6%	10 907 €	11 640 €	3%	7%	11 635 €	7%	8%	14%	15%
Dont agents affectés en AC	12 693 €	12 913 €	13 812 €	14 010 €	9%	8%	13 434 €	14 045 €	-3%	0%	14 132 €	5%	6%	9%	11%
ICCEAAC	6 999 €	6 999 €	6 934 €	6 934 €	-1%	-1%	8 484 €	8 575 €	22%	24%	8 820 €	4%	21%	23%	26%
Administrateurs civils	34 714 €	35 231 €	32 347 €	32 460 €	-7%	-8%	32 852 €	33 938 €	2%	5%	33 509 €	2%	-5%	-4%	-3%

Méthode utilisée : extraction BO REM sur le périmètre des primes et indemnités intégrées au RIFSEEP. Données retraitées des temps partiels. Données de janvier 2017 annualisées pour comparer à périmètre équivalent.

En bleu : données hors versement exceptionnel (bonus/CIA) c'est-à-dire les primes « sociées ».

En rose : données globales sur les primes perçues qu'elles soient « sociées » ou « non sociées ».

L'impact des flux de personnels (départs d'agents en fin de carrière avec des montants de primes plus importants que les nouveaux entrants) doit inciter à une analyse prudente des évolutions indemnitaires, surtout sur des populations limitées et/ou sur les années marquées par une vague importante de titularisations Sauvadet.

Néanmoins, **l'effet positif du RIFSEEP et de la mise en œuvre des nouvelles règles de gestion en 2016 est incontestable pour l'ensemble des corps de la filière avec une hausse moyenne des attributions indemnitaires comprise entre 4% et 24% selon les corps.** Cet effet est particulièrement marqué sur le périmètre SD/EP/SCN.

La hausse des régimes indemnitaires **se poursuit nettement sur le début d'année 2017** du fait du volume très important d'agents dont l'IFSE a été revalorisée à compter de juillet 2016 (pour absence de mobilité), mesure dont le plein effet budgétaire sera donc constaté sur 2017.

Perspectives 2017

Avec l'intégration des corps des filières métiers d'art et technique, accueil, surveillance et magasinage dans le nouveau dispositif indemnitaire au 1^{er} janvier 2017, environ 68 % des agents titulaires du MCC bénéficient d'ores et déjà du dispositif RIFSEEP.

1,9 M€ de l'enveloppe catégorielle ministérielle seront mobilisés en 2017 pour accompagner l'intégration de ces nouveaux corps.

La filière « métiers d'art » bénéficiera dans ce cadre d'une mesure spécifique (achèvement du protocole d'accord du 7 février 2013).

Les 1^{ères} revalorisations au titre « de la remontée au socle » interviendront **dès la paye de mars.**